

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21760 - 80ÈME ANNÉE

Déclaration du Parti communiste réunionnais sur les violences et l'insécurité

PCR : « Un débat nécessaire, entre nous »

Ce 5 février 2025, le Parti communiste réunionnais a publié une déclaration apportant un éclairage sur les violences et l'insécurité à La Réunion. Héritage de notre histoire et de l'absence de débat sur notre passé, « la société réunionnaise repose sur une violence extrême, enfouie, prête à éclater à n'importe quelle modification de l'équilibre précaire ». Pour le PCR, « Les gouvernements successifs, en France, et leur relais, à La Réunion, ont échoué à bâtir une société ouverte ». « Voilà pourquoi le PCR réclame, depuis sa fondation, la responsabilité individuelle et collective des Réunionnais », indique cette déclaration pour qui « la résilience est au bout du débat courageux et permanent ».

Le peuple réunionnais est né d'un crime contre l'Humanité, l'esclavage. C'est le 22 décembre 1988 que les Députés du PCR ont déposé une proposition de loi qui a ouvert la voie vers un débat parlementaire qui a permis la reconnaissance d'un régime de violence extrême qui a duré deux siècles. Cependant, le grand débat dans toute la société pour la reconnaissance des actes de cruautés ayant entraîné l'odieux n'a jamais eu lieu. Ainsi, nous vivons dans un même espace où le débat n'étant pas purgé, le manque de confiance et la suspicion deviennent la règle. Sans le deuil, il ne peut y avoir d'intégration, encore moins de résilience, qui repose sur le respect réciproque.

Dès le départ, l'abolition du statut d'esclave, qui est un acte historique, est entachée par l'absence de moyens matériels accordés aux individus et aux familles pour construire la Liberté réelle, tant rêvée. Même pas un minimum de réparation. Parallèlement, l'indemnisation des propriétaires des 62 000 esclaves, à raison de 750 francs par individu, est incompréhensible pour les générations qui ont tant souffert.



Jusqu'à ce jour, la société réunionnaise repose sur une violence extrême, enfouie, prête à éclater à n'importe quelle modification de l'équilibre précaire. La pénurie d'emploi, le manque de logement, les inégalités de revenus, l'absence de reconnaissance publique, la confrontation vicinale, les différences culturelles etc alimentent les frustrations et le rejet de l'Autre, considéré comme mieux loti ou mal venu.

Les gouvernements successifs, en France, et leur relais, à La Réunion, ont échoué à bâtir une société ouverte.

Voilà pourquoi le PCR réclame, depuis sa fondation, la responsabilité individuelle et collective des Réunionnais. Nous avons en héritage une Histoire de violence permanente et une géographie limitée. La résilience est au bout du débat courageux et permanent. D'ici-là, nous devons sauvegarder l'essentiel et veiller à l'unité précaire.

Bureau de presse du PCR

Sur une population scolaire de plus de 100 000 élèves à Mayotte et plus de 200 000 à La Réunion

Mayotte : 625 élèves mahorais réfugiés climatiques à La Réunion

Le cyclone Chido a amplifié la crise dans le système éducatif à Mayotte, avec des écoles endommagées et des conditions d'apprentissage encore plus précaires. 1 300 élèves ont dû être scolarisés hors de l'île, dont 625 à La Réunion. Cette situation soulève des questions fondamentales sur la solidarité entre des peuples voisins qui ont des liens historiques et culturels importants. L'accueil de ces jeunes Mahorais représente dans ce sens un test révélateur.

Après le passage destructeur du cyclone Chido, l'île de Mayotte fait face à une crise sans précédent en matière d'éducation. Les infrastructures scolaires, déjà fragiles, ont subi d'importants dommages. Entre bâtiments ravagés, pannes d'électricité et d'eau, ainsi que divers actes de vandalisme, les conditions d'apprentissage se sont dégradées. Face à cette situation, de nombreux parents ont décidé de scolariser leurs enfants hors du territoire.

Une migration forcée pour 1 300 élèves

Au 30 janvier, environ 1 300 élèves ont été inscrits dans des établissements en dehors de Mayotte, faute de conditions d'enseignement acceptables sur l'île. Parmi eux, 625 ont trouvé refuge à La Réunion. Une aide de l'État a été mise en place pour faciliter le transport des jeunes en quête de meilleures conditions scolaires. Le rectorat de La Réunion a organisé des réunions d'information pour aider les familles dans leurs démarches.

625 élèves répartis dans 13 communes

Selon Réunion Première, sur les 625 élèves accueillis à La Réunion, 288 sont en maternelle et en primaire. Ces jeunes ont été répartis dans 13 communes de l'île, notamment à Saint-Denis (107 inscriptions), Saint-Pierre (44), Saint-André (28), Le Port (25), Saint-Louis (21), Saint-Paul (15).

220 jeunes ont rejoint les collèges réunionnais, principalement dans le Nord (113 inscriptions), mais aussi dans le Sud (47), l'Est (38) et l'Ouest (22). Dans les lycées, 114 inscriptions ont été effectuées dans l'enseignement général et technologique, dont 67 dans le Nord, 22 dans le Sud, 18 dans l'Ouest et 7 dans l'Est. En ce qui concerne l'enseignement professionnel, seuls trois élèves ont été recensés, avec une inscription dans le Nord et deux dans l'Ouest.

Un contexte tendu

Malheureusement, l'arrivée de ces élèves suscite des tensions. Des discours de rejet de certains groupes instrumentalisent la situation pour alimenter un climat de méfiance à l'égard des Mahorais. Sur certaines radios, des propos discriminatoires ont été diffusés. Cette hostilité est alimentée par des peurs irrationnelles. Elle menace le vivre-ensemble et renforce un racisme déjà présent.

Cette crise met en lumière la vulnérabilité face aux catastrophes climatiques et soulève des questions fondamentales sur la solidarité entre des peuples voisins qui ont des liens historiques et culturels importants. L'accueil de ces jeunes Mahorais représente dans ce sens un test révélateur.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991-2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

10 millions d'emplois directs et indirects et des milliers de vies sous la menace d'une décision sans préavis

Fermeture de USAID : Washington se désengage brutalement de la solidarité avec l'Afrique

La récente et brutale annonce par Elon Musk de la fermeture de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) suscite de vives inquiétudes, notamment en Afrique. USAID, ce sont 10 millions d'emplois directs et indirects dans notre continent et des centaines de millions de dollars tous les ans pour la santé, l'accès à l'eau, l'éducation et l'économie. Ce choix idéologique fait que Chine, Inde, Japon, Russie, Iran, Pays du Golfe et Union européenne notamment seront plus sollicités

Créée en 1961, l'USAID est l'agence gouvernementale américaine chargée de l'aide étrangère et du développement. En 2023, son budget s'élevait à 43,79 milliards de dollars, représentant environ 60 % de l'assistance étrangère des États-Unis. L'annonce de sa fermeture par Elon Musk pour des raisons idéologiques soutenues par le président Donald Trump suscite des inquiétudes pour les programmes en cours et des 10 millions d'emplois directs et indirects en Afrique.

En Afrique, l'USAID joue un rôle important en soutenant des programmes de sécurité alimentaire, de santé et de développement économique. Par exemple, en 2024, l'agence a annoncé une aide supplémentaire de 424 millions de dollars à la République démocratique du Congo pour répondre aux besoins humanitaires et sanitaires urgents. En 2023, 300 millions de dollars ont soutenu l'éducation au Kenya.

Risques d'aggravation des épidémies de VIH et de paludisme

À Madagascar, l'USAID est un partenaire important dans divers domaines, notamment la santé, l'éducation, l'économie et l'environnement. La perspective de sa fermeture suscite des inquiétudes quant à la pérennité des programmes en cours et à l'impact potentiel sur les communautés locales qui dépendent de cette assistance pour améliorer leurs conditions de vie.

« Le PEPFAR, programme lancé en 2003, assurait

l'accès aux traitements contre le VIH en Afrique. Des pays comme le Nigeria, Madagascar et l'Afrique du Sud bénéficiaient largement de ces financements. En 2023, plus de 1,2 million de Nigériens et 50 000 Malgaches recevaient des antirétroviraux grâce aux fonds américains », indique notre confrère LumenAfrica.

Notre confrère précise que « l'Initiative présidentielle contre le paludisme finançait chaque année la distribution de 200 millions de moustiquaires imprégnées en Afrique. Ces moustiquaires protégeaient les populations, notamment en Éthiopie, Madagascar et Tanzanie, où le paludisme reste une cause majeure de mortalité infantile. À Madagascar, environ 2,5 millions de cas de paludisme sont recensés chaque année. Grâce aux aides américaines, le taux de mortalité lié à cette maladie avait diminué de 30 % depuis 2010. Ainsi, la disparition soudaine de ces financements pourrait inverser cette tendance et mettre en péril des milliers de vies ».

Un vide à remplir

Sur le plan économique, USAID a fourni un soutien de 100 millions de dollars pour l'agriculture, ce qui permet aux Malgaches de vendre vanille et letchis aux États-Unis, indique notre confrère.

La décision de fermer l'USAID représente un coup dur pour la solidarité internationale. L'agence a contribué à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de la santé publique et à la promotion de la stabilité dans de nombreuses régions du monde. Ce choix idéologique fait que Chine, Inde, Japon, Russie, Iran, Pays du Golfe et Union européenne notamment seront plus sollicités.

Oté

Bann plak fotovoltaïk néna partou sof...

Mézami kan zot i rouv zoinal sansa kan zot i agarde télé, partou i di azot, si zot i vé, zot i pé gingn mète dsi zot kaz in santral solèr é anpliss Léta, La Réjyon, Lérop lé la pou ède azot gingn in bon santral san tro dépanssé.

Si tèlman partou zot i sava La Rényon zot i oi bann santral solèr. Partou ! La kaz demoune, parking bann gran komèrs... mé néna in landroi mi oi pa tro — pé s'fèr mwin la mal rogardé — dsi lo toi bann lékol mi oi pa tro é mi domann amwin pou kossa mi oi pa é mon konklizion sé ké néna poin bonpé lékol lé ékipé.

Zordi néna sindika amontrèr, néna paran, néna marmaye lékol, néna marmaye kolèj, marmaye lissé i soufèr la shalèr mèm zot i réklam la klim, brassèr d'èr, késtyon d'ète dann bon kondission pou bien travaye. Fitintan l'avé déssèrtin sindika konm déssèrtin paran téi réklam la klim mé la répons dann tan-la té sinp : noute prodikssion lé pa sifizan.

Mé zot téi vé kant mèm lo mèm lané skolèr ké laba dann La frans pou pèrmète in minorité suiv lo mèm zétide ké laba é zot i rofiz lané skolèr klimatik poitan in fasson bien rasyonèl pou noute bann zanfan épi lo pèsonèl travaye dann bon kondission, san tro soufèr la shalèr

Zordi mi panss avèk lo réshofman klimatik lé obligatoir fé l'ané skolèr klimatik é mèm i pé konbine sa avè l'èr kondissioné, é si i fo avèk lo rafréshisman par la mèr konm téi doi fèr épi la dégonflé pars noute mèr lé pa bon pou fé sa, losséan atalantik lé pli valab pétète... konm lé pli valab mète bann santral solèr dsi bann parking sipèrmarshé.

Mé pandann tan-la, konm i di kabri i manz salade... A bon antandèr salu !

Justin